COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

SAMEDI 21 AVRIL 1984 — N°250 — PRIX : ANTILLES 2 F, FRANCE 3 F

Editorial

LES REPRESENTANTS ANTILLAIS DE LA GAUCHE ONT LA MEME POLITIQUE QU'EN FRANCE : CADEAUX AU PATRONAT AUSTERITE POUR LES TRAVAILLEURS !

Aux Antilles comme en France, les partis de gauche soutiennent la politique du gouvernement, même en faisant mine de critiquer certains aspects de cette politique.

Ils participent par exemple, à cœur-joie à la nouvelle assemblée régionale décentralisée, que le pouvoir leur a mis entre les mains comme un nouveau hochet. Et les voilà, qui en Martinique - qui en Guadeloupe, tout guillerets, qui jouent aux «gouvernants» dans une assemblée sans pouvoir. Il est comique de voir avec quel sérieux ils prennent ce nouveau rôle. Pierre Justin qui au conseil régional fait office de leader du «groupe communiste», et ses collègues, jouent au parlementariste à qui-mieux-mieux, donnent du «monsieur le président», distribuent des «honorable collègue». Et, grand prince, P.J prodigue aux membres de «notre jeune conseil régional», des conseils de modération : «sachons réfréner, dit-il, les emballements que risque d'engendrer l'ivresse du pouvoir».

Il y en a qui se satisfont vraiment de peu !

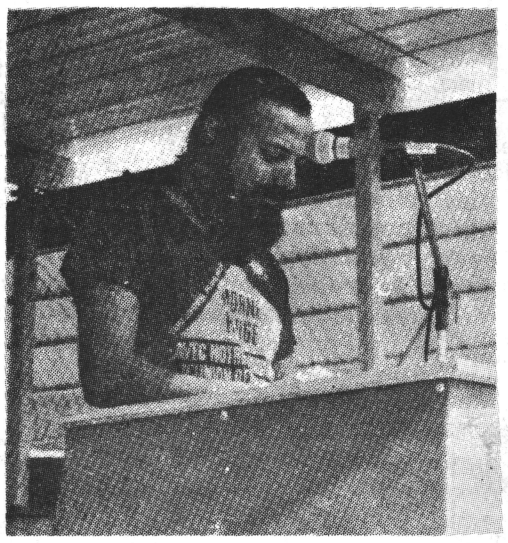
En Martinique, les Darsières et compagnie ne sont pas de reste en matière de pédantisme et de prétention. Eux, ils conçoivent des «plans de développement économique», qui consistent tout simplement à appliquer localement la même vieille recette du gouvernement depuis trois ans : cadeaux pour les capitalistes et austérité pour les travailleurs.

Pendant que ces gens là s'imaginent déjà avoir le pouvoir, et singent les stériles bavardages du parlement français, les effets de la crise se font de plus en plus sentir sur les travailleurs. On parle de 2000 enplois menacés dans le bâtiment en Guadeloupe ; dans les petites et moyennes entreprises, les patrons licencient du personnel, dans les services publics, c'est le blocage quasi complet de l'embauche, malgré les difficultés évidentes de fonctionnement que cela provoque. Dans l'industrie sucrière, il s'est passé la même chose qu'en France dans la sidérurgie lorraine. Pendant des années, les gouvernements de droite ont subventionné les capitalistes, pour maintenir cette industrie et c'est la gauche qui se charge de licencier les travailleurs. Faisons remarquer d'ailleurs en passant que les mêmes actionnaires de la sidérurgie se retrouvaient également dans l'industrie sucrière aux Antilles. Le baron Empain, qui fut un des principaux magnats de la sidérurgie, était l'un des principaux actionnaires de la plus grande usine sucrière de Guadeloupe.

Le bilan de cette politique pour les travailleurs se révèle déjà très grave, alors que le gouvernement n'a pas encore porté tous ses coups. S'il est prévu officiellement 2 millions 500 mille chômeurs pour la fin de l'année 84, la réalité risque d'être beaucoup plus grave. Pour le seul mois de mars, en France il y a eu 50 000 chômeurs de plus. C'est à 3 millions et plus que se montera la population en chômage. Les

Suite page 4

Martinique
ABSTENTIONS AU CONSEIL REGIONAL PREMIERS CRAQUEMENTS AU SEIN DE LA GAUCHE



Leandre Marimoutou, du Comité de Section du Morne-Rouge, Conseiller Régional de la Martinique, un des démissionnaires du PCM !

L'abstention des deux conseillers régionaux du Parti Communiste Martiniquais Dany Emmanuelle et Léandre Marimoutou lors d'une réunion du Conseil Régional a soulevé un beau tollé au sein de la gauche et des milieux politiques de Martinique.

Sur quoi a porté l'abstention ? Sur le vote des contrats de plans régionaux. Le Conseil Régional en effet définit des contrats de plans pour le financement à long terme d'une série de secteurs comme l'artisanat, la pêche, l'industrie ou la formation. Les contrats de plans consistent à proposer les subventions que l'état, la région et les collectivités locales, comme le département pourraient donner dans tel ou tel secteur.

Le comique de l'affaire, c'est qu'avec ces contrats de plans, le Conseil Régional fixe une participation à des dépenses alors qu'il n'a pas d'argent, puisque la loi définissant ses ressources n'est pas encore votée.

Par leur abstention, Emmanuelle et Marimoutou entendaient mettre l'accent sur ce point, et dénoncer en même temps le fait que le Conseil Régional, loin de donner des responsabilités aux Martiniquais, comme le disaient les partis de gauche au moment des élections, eh bien, ce conseil renforce la mainmise de l'état français sur les Antilles !

Le premier résultat, immédiat, a été que les contrats de plans n'ont été approuvés qu'à la majorité simple : 19 voix pour contre 22 abstentions. Si la droite avait voté contre, la proposition de la gauche serait devenue minoritaire !

Alors bien entendu, chez les représentants de la gauche, on s'offusque et on s'indigne : et si la droite était majoritaire, vu la défection des deux élus communistes ?

Le PCM ne parle ni plus ni moins que de trahison envers les électeurs, de coups de poignard portés par les deux abstentionnistes. Ceux-ci font partie de la minorité qui s'était proclamée pour l'indépendance lors du dernier congrès du PCM.

Toutes ces paroles sont bien belles, sauf que en dépit de toutes les affirmations des partis de gauche, on ne voit pas en quoi par exemple le Conseil Régional se distingue du Conseil Général dirigé par une majorité de droite. A part le fait que les ministres de passage sont reçus de manière fraternelle par Darsières et avec hostilité par Emile Maurice, il n'y a guère de différences. Tout au plus peut-on remarquer que le Conseil Général ayant plus d'argent peut davantage vanter ses réalisations, le Conseil Régional ayant à son actif avant tout des discours !

Et quand bien même la droite serait majoritaire au Conseil Régional, nous nous retrouverions tout simplement dans la cas de la Guadeloupe où les deux assemblées sont de droite, sans que la vie de tout un chacun en soit bouleversée.

Car le véritable problème n'est pas de savoir qui dirige ces assemblées en Guadeloupe et en Martinique. Le véritable problème, c'est la domination coloniale sur les Antilles, domination acceptée aussi bien par les partis de droite que par les partis de gauche, à l'ombre de laquelle se poursuit l'exploitation des travailleurs !

Et le PCM, par la bouche d'Armand Nicolasa bien du toupet lorsqu'il demande aux abstentionnistes de démissionner car ils n'ont pas respecté le contrat défini lors des élections au Conseil Régional, lequel contrat comportait, prétend le PCM, le soutien à la décentralisation !

Mais c'est vraiment se moquer du monde. Car il y a un an, lors des élections que nous disaient les partis de gauche ? Ils nous disaient que faute d'«Assemblée Unique», le Conseil Régional était la clé qui allait donner la solution à tous nos problèmes.

Selon tous ces messieurs, la nouvelle Assemblée devait permettre de rendre, grâce à la planification régionale (justement !), les Martiniquais responsables de leur devenir. L'homme martiniquais décentralisé avec l'aide de la gauche au pouvoir en France allait commencer à être maître de son destin.

Que de discours enflammés n'ont-ils pas été faits sur ce thème ! Que de variantes à ces discours n'ont-elles pas été entendues !

Aujourd'hui la décentralisation semble s'être enlisée en France entre l'Assemblée Nationale et le Sénat. Un an après, on ne sait toujours pas quelles seront ses conséquences, ou encore ses sources de revenus. Le «guérit-tout» d'il y a un an s'est transformé en assemblée où l'on ronronne.

Alors s'il y a des gens qui devraient dé-

Suite page 4

Guadeloupe
«LA SODEG, C'EST FINI» TITRE FRANCE-ANTILLES



(A.G.A.T) a succédé à la SODEG depuis le 15 mars 1984. Si l'on en croit France-Antilles, la SODEG, c'est fini. L'AGAT qui organise une journée portes ouvertes le 4 mai prochain reçoit les crédits que recevait la SODEG. Elle n'oubliera pas non plus de nous extorquer par différents moyens les sommes qui manquent dans les caisses de la SODEG. Autre information, son directeur n'est autre que celui que France-Antilles appelle le conseiller le plus écouté de Michaux-Chevry, l'ancien directeur de l'hopital psychiatrique de Saint-Claude, celui des quatorze licenciés, celui du commando contre les travailleurs de l'hopital en grève en 1981, Fischer.

Le plus choquant dans cette affaire est la désinvolture avec laquelle est enterré le scandale de la SODEG. Selon France Antilles, tout est beau, tout nouveau. On efface tout et on recommence. On efface en particulier un trou de cinq milliards de cfs dont on nous avait dit que deux cents personnes avaient permis la disparition. Deux cents personnes, des administrateurs de la SODEG, des entrepreneurs, des négociants, des élus, des fonctionnaires haut placés, tant en Guadeloupe qu'à Paris. L'illusion a été grande chez beaucoup de gens : la gauche levait le voile sur un scandale commencé avec la droite, les voleurs seraient dénoncés, certains parlaient de «nettoyage», de moeurs politiques assainies. Mais bien vite ces messieurs du gouvernement ont étouffé l'affaire. Pour eux, la population n'avait pas à être mise au courant. Qu'ils soient de gauche ou de droite, les politiciens véreux resteraient en place. Bien sûr, deux patrons blancs ont été en prison, pas longtemps, mais ils sont toujours inculpés. Il y a aussi Komla, inculpé également. Et puis Viviès a perdu des procès où il n'a pas réussi à prouver qu'on ne pouvait pas l'appeler voleur. Mais c'est bien peu de choses. Et même le procès des rares inculpés n'a pas eu lieu. La gauche préfère attendre et ne pas nous offrir le spectacle de tous ces gens dits «bien» à la barre.

Alors nous avons toutes les raisons de penser que les voleurs de la SODEG feront la pluie et le beau temps à l'AGAT.

Des affaires immobilières juteuses sont déjà au programme de l'AGAT.

Et dans le cas particulier de Grand-Baie Gosier elles ne pourront se faire qu'au détriment de ceux qui y ont installé leurs cases. Mais ceux ce risquent fort de ne pas se laisser faire sans contre partie.

L'UPLG A L'ONU :

Quand les chefs d'une organisation se prennent pour les chefs de la guadeloupe

Ainsi l'UPLG est allée à l'ONU.Ses responsables ne se sont pas sentis gênés de répéter le geste que, avant eux, les délégués de peuples en lutte ont jugé bon de faire : se présenter à la face du monde comme les représentants de peuples qui avaient mis . - fin à une des forme d'op pression de l'impérialisme. Mais la population de la Guadeloupe avait-elle seulement été mise au courant de l'intérêt d'une telle démarche ?.

La population de la Guadeloupe a-t-elle jamais pris la décision d'envoyer des délégués à cette assemblée de chefs d'Etat bourgeois qui chaque année devant une table font des motions sur ceci ou cela sans rien ne change à la surface du globe ?

Quand la population a-t-elle choisi ses délégués ? Aurait-elle choisi justement ceux de l'UPLG ?

Mais ceux de l'UPLG savent tout cela. Lorsque les ouvriers, tous les Noirs pauvres de la Guadeloupe se lèveront pour diriger eux-mêmes leurs luttes et chercheront à joindre les Noirs pauvres de la Caraïbe et de l'Amérique pour renforcer leur combat pour la liberté, rien ne garantit que les opprimés de la Guadeloupe en lutte se reconnaitront dans une organisation comme l'UPLG. Les délégués vers la Caraïbe, vers l'Amérique, vers le monde entier seront de véritables combattants choisis démocratiquement par les exploités de la Guadeloupe en lutte. Alors pourquoi dès aujourd'hui, ceux de l'UPLG, se chois issent-ils eux-mêmes comme délégués. N'ont-ils pas confiance dans les choix que feront les travailleurs ?

Et puis, à l'heure où la population guadeloupéene ne s'est pas organisée dans les quartiers, les entreprises, on ne peut guère faire plus que palabrer dans les antichambres des assemblées bourgeoises, ONU, OEA ou autres. Les véritables délégués des Noirs pauvres de la Guadeloupe vers la Caraïbe, l'Amérique seront chargés d'exprimer devant le monde les volontés de la population tout entière, organisée pour donner son avis, pas les volontés d'une petite poignée de gens impatients d'être des chefs d'Etat.

LETTRE D'UN «NEG MAWON»

MICHEL LOUIS-SIDNEY

Un des militants du MPGI qui sont recherchés par les policiers dans le cadre de la répression commencée depuis plusieurs mois contre cette organisation, nous a fait parvenir le texte ci-dessous.

HALTE A L'IMPOSTURE

L'impérialisme français met ou s'efforce de mettre en place un certain nombre d'assemblées dites générales ou régionales animées par des imposteurs ou malfaiteurs locaux, issus de la population mais aussi de la grande école assimilationniste. Ces imposteurs ne peuvent pas être des patriotes puisque leurs actions et leur rôle téléguidés depuis l'étranger sont destinés à nous enfoncer davantage dans l'étau de l'oppresseur.. Députés, maires, conseillers, sénateurs de tous bords vous êtes des corrompus et des pantins articulés depuis Paris et l'Europe. Pour arriver à vos fins vous faites équipage avec des sociétés, agences ou clubs divers souscouvert. de faiseurs-de-bonnes oeuvres vos actions consistent entre autre à perturber le développement de la concience saine de notre jeunesse ainsi que la politisation des masses afin de mieux les rançonner. Imposteurs de droite et de gauche vous êtes également des bénéficiaires de cette razzia-pillage orchestrée depuis plus de 3 siècles sur le sol de nos patries respectives, Guadeloupe-Martinique-Guyane. De par vos fonctions vous définissant comme étant les alliés objectifs du système colonial vous serez considérés, donc tenus pour responsables de la déchéance socio-économique-culturelle de nos pays.

En conséquence nous jeunesse de Guadeloupe-Martinique-Guyane disons : «prenons part à la reconstruction morale de nos populations».

S'asseoir, regarder, et considérer passivement le déclin de nos pays signifie d'ores et déjà s'asseoir sur le banc des accusés de demain.

Un bois-bois, un réactionnaire, une vedette de la politique, un mandat ou un alimentaire de plus ne saurait inciter nous, jeunes, ni au progrès ni éveiller et faire valoir ses sentiments patriotiques.

S'il fallait un «conseil» ce serait bel et bien le Conseil Révolutionnaire qui unirait les travailleurs, mais aussi les hommes et les femmes qui auraient pris part à la lutte pour l'extermination du colonialisme et l'impérialisme chez nous et placer notre pays dans la voie de la décolonisation et de la libération nationale.

UNITE, VIGILANCE, DETERMINATION PATRIOTIQUE

COMMENTAIRE DE LA REDACTION DE CO

Nous partageons la volonté de ce jeune travailleur que la Guadeloupe soit demain dirigée par la «conseil révolutionnaire des travailleurs». Mais nous croyons qu'il faut être plus clair et ne pas laisser obscurcir la conscience des travailleurs par «les sentiments patriotiques».

Le bourgeois guadeloupéen, le petit patron noir, eux aussi peuvent avoir des «sentiments patriotiques». Sont-ils les mêmes que ceux des travailleurs, des pauvres qui font son aisance ou sa richesse ?

Non. Car pour les bourgeois, pour la classe aisés petite-bourgeoise, pour les gens «cultivés», «diplômés», c'est à eux de diriger demain «la patrie».

Michel Louis Sidney a raison de vouloir unir tous les «hommes et femmes qui auraient pris part à la lutte»....mais il aurait dû commencer par dire que c'est le «conseil révolutionnaire des travailleurs» qui dirigera le pays, élu, contrôlé et révocable à tout instant par l'ensemble des travailleurs du pays.

Et si d'autres petits-bourgeois ou bourgeois noirs veulent s'associer à cette lutte s'ils veulent que soit respectée leur dignité, dans une Guadeloupe nouvelle, eh bien ! Ils devront accepter que cette dignité passe avant leur souci de gagner des richesses au détrimènt des travailleurs Etant donné qu'ils auraient comme tout le monde le droit de vivre en travaillant et non du travail....d'autrui !

Guadeloupe : MECONTENTEMENT DANS LES BANQUES

Dans deux grandes banques de Pointe-àPitre les travailleurs sont mécontents. D'une part une grève a lieu au crédit agricole. (voir l'article)., Et d'autre part le bulletin des travailleurs de la BNP : «La voix des employés de Banque». exprime le mécontentement de ceux du service informatique.

SERVICE INFORMATIOUE : LA COUPE EST PLEINE

Au Service Informatique nous ne sommes pas contents. Car depuis des années rien n'a changé pour nous, ni en matière de salaire, ni en ce qui concerne les conditions de travail.

Pourtant le Service n'a cessé de prendre de l'importance et le travail qui nous est demandé est de plus en plus délicat, exige de nous plus de compétence et de responsabilité et a aussi considérablement augmenté.

L'écart est donc de plus en plus grand entre ce qui est exigé de nous et le niveau des salaires. Pour protester contre cela nous avons adressé à la Direction une plate-forme revendicative dans laquelle nous dénonçons cet état de fait et lui demandons de satisfaire au plus vite les revendications suivantes :

- 1) La prise en considération du Service Informatique (Agents, Matériels)
- 2) Revalorisation des classifications et salaires
- 3) Revalorisation des primes, notamment celle de salissure
- 4) Amélioration des conditions de Travail dans la Salle Informatique

Nous en avons assez d'être des laissés pour compte

Si la Direction ne nous donne pas satisfaction nous savons ce qu'il faudra faire.

ENFIN UNE GREVE AU CREDIT AGRICOLE !

LETTRE D'UN EMPRISONNE EN GUADELOUPE

Extrait d'une lettre envoyée par A quaba au Président de la République.

Monsieur le Président,

Je me vois dans l'obligation de vous rappeler certains états de fait.
Une organisation politique, (MPGI), a été attaquée par la force de répression française.
Une station de radio libre (UNITE) a été attaquée, le matériel volé.
le 5eme détenu politique sur 16 guadeloupéens dans une prison sans raison.
Donc je réclame :

1) Le rapatriement des trois camarades déportés en Martinique.

2) Le statut de prisonnier politique.

3) D'être entendu sur les faits qui nous sont reprochés par le juge instructeur.

4) Je reproche aux magistrats instructeurs d'avoir interrogé certains d'entre nous dans une caserne de CRS, ce qui a été reconnu par la chambre d'accusation de Bas-

LA SITUATION A L'HOPITAL DE POINTE-A-PITRE

Guadeloupe

A PRISUNIC-HIBISCUS UNE JOURNEE DE GREVE

La fermeture de KDIS-Raizet depuis plusieurs semaines provoque un surcroît de travail pour les travailleurs des autres

PRISUNIC-HIBISCUS : LE PATRON VU PAR LES CLIENTS - TETU ET PAS MALIN